

Questions orales

Dans ce cas, pourquoi le ministre ne nous présente-t-il pas de manière concrète et pressante un échéancier de travail quant à sa stratégie de reconversion?

[Traduction]

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie): Monsieur le Président, je tiens à assurer au député qu'on travaille actuellement à l'élargissement du PPIMD, comme nous l'avons annoncé dans le budget.

Le député est au courant de la situation financière du gouvernement, et c'est pourquoi nous envisageons non seulement d'exiger le remboursement total des contributions du PPIMD, mais aussi de créer un fonds renouvelable axé sur la viabilité commerciale. Ainsi, en plus de participer financièrement aux projets de reconversion maintenant, nous pourrions, grâce à ce fonds, appuyer les projets de ce genre et les sociétés qui oeuvrent dans ces secteurs de notre industrie au cours des années à venir.

* * *

LE JET CHALLENGER

M. Myron Thompson (Wild Rose): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

C'est avec le coeur lourd que je dois demander encore une fois au premier ministre pourquoi il continue de gaspiller les deniers publics, cette fois pour des vacances-soleil dans une île des Antilles.

Il paraît que le premier ministre ne se serait pas contenté d'utiliser un appareil Challenger pour des vacances personnelles au coût d'un peu plus de 250 000 \$, selon la formule du vérificateur général, mais qu'il aurait aussi permis à son entourage et au personnel de bord de profiter de 10 jours au soleil également.

Quand le premier ministre se rendra-t-il compte que les contribuables canadiens n'accepteront pas de le voir dépenser ainsi les deniers publics?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà expliqué qu'on m'a demandé de voyager à bord de ces avions pour des raisons de sécurité. J'étais déjà au Mexique et j'ai décidé de rester dans le sud pour quelques jours. Le député se serait plaint si l'avion était rentré au pays pour ensuite revenir me chercher, comme il l'a fait pour le gouverneur général.

• (1440)

Je crois que vous faites beaucoup de tort à une industrie. Je parlais avec un représentant de Canadair l'autre jour, et il m'a dit que ces questions nuisent à la popularité des appareils canadiens parce que vous prétendez qu'ils coûtent énormément cher, ce qui est absolument faux. Les chiffres que vous donnez ne sont pas réels.

Le président: Chers collègues, je reconnais que, dans le feu de l'action, on ait parfois tendance à oublier le Président. Je vous demanderais de bien vouloir adresser vos remarques à la présidence.

Si le premier ministre n'a pas terminé, je l'invite à le faire. Autrement, je passerai à la prochaine question.

M. Myron Thompson (Wild Rose): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président. On ne s'est pas attaqué aux extravagances. Cela me paraît être un système à deux niveaux. Nous comprenons que la sécurité du premier ministre est une considération extrêmement importante. Nous le comprenons.

Le premier ministre a-t-il vérifié les prix pour un avion affrété du secteur privé? Je l'ai fait, et il aurait pu économiser 125 000 \$. Pourquoi ne pas économiser de l'argent pour changer? Il faut cesser de dépenser de façon aussi insouciance. Cessez-t-il de dépenser avec insouciance?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): C'est ce que je fais, monsieur le Président. Il s'agit d'un avion appartenant au gouvernement canadien et qui doit être utilisé par le premier ministre du Canada.

J'ai vérifié moi-même. J'ai demandé à Canadair combien il en coûterait si je prenais ces avions une fois que la propriété leur en aurait été transférée, quel tarif ces sociétés factureraient au gouvernement pour mes déplacements. Elles m'ont répondu moins de 3 500 \$ l'heure. Voilà ce qu'il en coûte réellement pour utiliser ces avions.

Par ailleurs, quand on calcule le coût des pilotes, il faut comprendre qu'il s'agit de pilotes de la Défense nationale et qu'ils doivent voler tant d'heures par mois de toute façon pour conserver leur brevet. Or, on impute le coût au gouvernement quand un ministre est à bord, mais personne ne trouve à redire quand on utilise l'avion pour l'entraînement.

Il faut avoir un peu de respect. Les déplacements du premier ministre du pays devraient pouvoir se faire selon les règles de la Gendarmerie royale du Canada.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Développement des ressources humaines.

De profondes divergences de vues perdurent entre Ottawa et les provinces sur la réforme des programmes sociaux. On sait que la Conférence fédérale-provinciale sur la question a été annulée à la dernière minute, en raison des objections de plusieurs provinces.

Par ailleurs, le ministre s'était engagé à rendre public, au début du mois de mai, un document d'orientation présentant les choix et les options du gouvernement. Le ministre entend-il respecter son échéancier et rendre public son plan d'action la semaine prochaine, comme il s'y était engagé?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, contrairement à ce que prétend le député, toutes les provinces sont encore bien déterminées à participer au processus de la réforme.

Ces derniers jours, j'ai parlé aux ministres provinciaux en personne et par téléphone, et ils sont toujours disposés à collabo-